

# **Bertrand De LARGENTAYE**

**Chargé d'études, Groupement d'études et de recherches « Notre Europe »**

## **« Les relations Europe-Etats-Unis : cassure durable ou « accident de parcours » ? »**

Merci Monsieur le Président.

L'exposé souffrira sans doute d'un tropisme américain. Je voudrais en effet que l'éclairage porte ici plus particulièrement sur la politique européenne des Etats-Unis. L'idée principale que je me propose de défendre va un peu à l'encontre de ce que l'on entend aujourd'hui, en ce sens que je ne suis pas convaincu par la thèse des tendances lourdes qui conduiraient à un écart grandissant entre les deux rives de l'Atlantique.

On peut essayer de caractériser la politique américaine actuelle. Richard HAASS, qui était à la tête du « Policy Planning Staff », un peu l'équivalent du Centre d'analyse et de prévision du Ministère des Affaires étrangères, a mis au point la doctrine du « multilatéralisme à la carte » qui fait appel à des coalitions de circonstance qu'on appelle le « cherry picking », ce que WOLFOWITZ, le Secrétaire adjoint à la Défense, a exprimé succinctement en déclarant que « c'est la mission qui fait la coalition ». Les coalitions doivent réunir des volontaires pour accomplir une mission, elles doivent prendre la forme de « coalitions of the willing ». La stratégie de sécurité nationale de l'automne 2002, il y a un an, met en avant l'emploi préventif de la force en renonçant ainsi aux deux piliers stratégiques traditionnels du consensus transatlantique en matière de politique étrangère, à savoir l'endiguement, le « containment » de Dean ACHESON et de George KENNAN, et la dissuasion.

On notera encore que la politique étrangère actuelle des Etats-Unis paraît largement orchestrée par le Pentagone. Le Secrétaire d'Etat a été assez facile à manipuler, dans la mesure où il n'avait pas de pensée stratégique à long terme.

L'attitude à l'égard de la construction européenne a indiscutablement changé. Il faut rappeler tout ce que la construction européenne doit aux Etats-Unis. KENNEDY s'était référé à un partenariat avec l'Europe qui devait être traité sur un pied d'égalité complète. CLINTON espérait voir l'Europe devenir un partenaire fort et égal.

Nous examinerons rapidement la thèse de la dérive des continents, puis l'antithèse faisant ressortir ce que l'administration Bush a d'exceptionnel, voire d'anormal, pour finir sur un aperçu des raisons qui rendent ce Président particulièrement vulnérable à mon sens.

### *I. Quels sont les indices d'une dérive des continents ?*

Ils ont été mis en lumière récemment par une étude du German Marshall Fund, un centre de recherche américain qui œuvre à renforcer les liens entre les deux rives de l'Atlantique, réalisée entre le 10 et le 25 juin. Nous avons d'abord l'évolution des indicateurs démographiques et les changements de la géographie politique des Etats-Unis. Les nouveaux immigrés américains, qui viennent en grande partie d'Amérique latine et d'Asie, sont évidemment moins sensibles aux affaires européennes que leurs

aînés de la côte est, et sur de nombreux problèmes de société ils défendent des positions conservatrices.

Le poids accru du Sud, avec sa culture militaire et aussi sa concentration de centres de production du complexe militaro-industriel, traduit un changement de la géographie politique des Etats-Unis. On se demande dans ces conditions si une nouvelle analyse de la politique étrangère et en particulier de la relation transatlantique, qui serait commune aux deux grands partis politiques, ne serait pas en train de voir le jour.

Cela dit, il est clair que le peuple américain n'est pas impérialiste. On pourrait ajouter qu'il n'est même pas « jacksonien » au sens de la typologie de Walter Russell MEAD, qui distingue 4 écoles de pensée influençant la politique étrangère américaine. On ne compte certainement pas plus de 10 % de néo-conservateurs dans la population.

Second signe d'une dérive des continents, c'est le fait que depuis 1989, l'Europe ne fait plus partie de la ligne avancée de défense des Etats-Unis. L'Europe n'a plus le même intérêt stratégique pour les Etats-Unis. L'alliance permanente n'est plus nécessaire et l'alliance atlantique n'est plus qu'une option parmi d'autres.

L'Europe est devenue une zone stratégiquement marginale pour les Etats-Unis. Ceux-ci n'ont plus d'intérêt stratégique à l'unification de l'Europe. Les Etats-Unis peuvent très bien jouer désormais la cassure de l'Europe. Il semble bien du reste qu'ils aient effectivement adopté une stratégie de division active au cours des semaines qui ont précédé le conflit du printemps dernier.

Le troisième signe que je verrais est simplement le fossé grandissant entre la richesse des Etats-Unis et celle de l'Europe que l'on observe depuis une quinzaine d'années, en raison de taux de croissance divergents de part et d'autre de l'Atlantique.

II. *Quels sont les arguments contraires faisant valoir le particularisme marqué de l'équipe qui entoure George W. BUSH, et de sa conception de la relation transatlantique, et laissant présager un retour à une certaine normalité après cette présidence ?*

On relèvera d'abord le caractère fortement idéologique de cette administration, avec les néo-conservateurs au pouvoir. Les néo-conservateurs sont des révolutionnaires hostiles au statu-quo. Ils veulent changer l'ordre du monde et en particulier la carte du Moyen-Orient. Chez eux le sens de la mission l'emporte sur celui du respect des normes du droit international. Un des leurs, Richard PERLE, s'est prononcé pour la mort de l'ONU. Ce sont souvent à l'origine des libéraux, au sens américain du terme, du parti démocrate, persuadés que le fond du problème israélo-palestinien est le manque de démocratie dans les pays arabes. Ils sont passés dans le camp républicain à la fin des années 1970 par suspicion ou hostilité à l'égard de l'esprit de ce qu'on appelle la « contre-culture » des années 1960, esprit qui avait gagné les cercles dirigeants du parti démocrate.

Deuxième composante, le manichéisme qui a été une caractéristique de cette administration depuis le départ. On se souviendra de la référence à « l'axe du Mal » dans le discours sur l'Etat de l'Union du Président BUSH en janvier 2001. L'Irak marque un écart par rapport à une norme de modération, vertu morale et politique, qui existait jusque là dans les démocraties occidentales. L'expédition irakienne avait d'abord un caractère idéologique.

L'unilatéralisme et la dénonciation des traités ne semble pas non plus devoir devenir des traits permanents de la politique étrangère américaine, même s'il est vrai que George WASHINGTON dans son discours de départ avait mis en garde ses concitoyens contre les traités internationaux encombrants, portant atteinte à la liberté d'action des Etats-Unis. Condoleezza RICE a repris cette idée dans un article de Foreign Affairs publié il y a trois ans, dénonçant le caractère trop contraignant des traités. Parmi les victimes, vous le savez, de cette attitude unilatéraliste, on compte le Protocole de Tokyo sur l'environnement, destiné à assurer la protection de la couche d'ozone par une réglementation de l'émission des gaz à effet de serre, le Traité sur les essais nucléaires, le Tribunal pénal international, la Convention sur les armes biologiques.

Enfin, il y a très longtemps que l'on a pas vu des liens aussi étroits, certains diraient incestueux, entre gouvernement et industrie, au point que les commentateurs de l'actualité sont aux aguets pour indiquer les confusions et les conflits d'intérêt. Cela est particulièrement vrai s'agissant des secteurs de l'armement et de l'énergie. On pense à Charles WILSON, qui au début des années EISENHOWER avait déclaré que « ce qui était bon pour la General Motors était bon pour les Etats-Unis ».

On invoquera encore pour étayer la thèse, ou l'antithèse, de l'accident de parcours, les paroles de l'ancien Ministre britannique aux Relations avec le Parlement, Robin COOK. Dans sa lettre de démission, se référant à la guerre en Irak, il affirmait qu'il ne pouvait imaginer que celle-ci aurait eu lieu si le Président des Etats-Unis s'était appelé Al GORE.

III. *L'idée de la vulnérabilité du Président BUSH est liée à une question de crédibilité que je voudrais évoquer rapidement.*

Le Président BUSH assiste peut-être en ce moment à une montée des périls due à la perception grandissante par l'opinion publique américaine que les hostilités en Irak ont résulté d'un abus de confiance.

Les raisons invoquées pour justifier cette invasion ne résistent pas à l'examen. On sait ce qu'il en est des armes de destruction massive. La liaison entre le régime de Saddam et Al-Qaida a toujours relevé d'une certaine fantaisie. SADDAM était un apostat pour les intégristes d'Al-Qaida et sa conception laïque de la société tout comme sa conception de la condition de la femme n'appelaient que réprobation de leur part. L'administration BUSH, avec ici en première ligne le Secrétaire à la Défense, a cependant réussi à convaincre une majorité de ses concitoyens que les deux étaient liés. La concentration de la propriété des médias lui a facilité la tâche et, de façon plus générale, a permis de faire prévaloir une vue très partielle de la guerre.

Enfin qui devait croire à une menace immédiate pour la sécurité des Etats-Unis représentée par le régime de SADDAM, un des deux seuls mobiles qui justifie le recours à la force aux termes de la Charte des Nations unies ? Le changement de régime, lui, n'a jamais figuré dans cette base du droit international comme un motif de guerre légitime.

Devant le scepticisme engendré par ces prétendus motifs, on a fait valoir une autre raison ayant trait à la fiabilité ou à l'absence de fiabilité de l'Arabie Saoudite. L'Arabie Saoudite, traditionnellement, abstraction faite d'Israël, l'allié le plus fidèle des Etats-Unis dans la région, ne serait plus un allié sûr. Ses ressortissants figuraient en nombre parmi les auteurs des attentats du 11 septembre, et ses financements ont permis le

développement de nombreuses organisations extrémistes. Pour assurer l'avenir de leur approvisionnement pétrolier, les Etats-Unis, ne pouvant plus compter sur l'Arabie, devaient se tourner vers le second fournisseur, l'Irak.

Cette manière de voir est intéressante, mais elle présente une faiblesse. Elle est pour l'essentiel, une manière de voir postérieure au 11 septembre. Or, le renversement du régime de Bagdad faisait partie des objectifs de l'administration BUSH avant le 11 septembre, et c'était au demeurant un objectif que d'autres, y compris KISSINGER et même BRZEZINSKI, s'étaient fixé avant elle.

Pour ce qui est des néo-conservateurs, SADDAM HUSSEIN était dans leur collimateur depuis 25 ans. Les personnes qui visaient un changement de régime à Bagdad, et cela depuis un quart de siècle, occupent aujourd'hui des postes de responsabilité dans l'administration du Président BUSH. Ils présentent la particularité d'avoir noué des relations étroites avec le Likoud et avec ses dirigeants, NETANYAHOU et SHARON.

On est ainsi conduit à formuler une autre hypothèse : c'est la sécurité d'Israël qui serait à l'origine de l'invasion américaine de l'Irak. Autant SADDAM n'a jamais représenté de menace pour la sécurité des Etats-Unis, autant il en a certainement représenté une pour Israël. On se souviendra du bombardement du réacteur Osirak par l'aviation israélienne. On a, sans que les preuves soient formellement établies, de sérieux indices pour penser que les familles palestiniennes des kamikazes auteurs d'attentats en Israël recevaient des indemnités du régime de Bagdad. L'Irak et le parti Baas ont toujours été les ennemis jurés d'Israël. Et si on accepte d'intégrer Israël au périmètre de sécurité des Etats-Unis, alors les morceaux commencent à s'assembler et le puzzle commence à prendre forme.

Merci Monsieur le Président.